DES SOLUTIONS POUR PERMETTRE AUX DOCTEURS DE TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS

Une seconde vie pour les médecins retraités

Nombreux sont les médecins qui souhaitent poursuivre une activité en milieu hospitalier, une fois pensionnés. La société H3S a créé un concept pour les y aider. Ce concept répond à une demande des hôpitaux, sans cesse en quête de spécialistes pour effectuer des remplacements.

Un médecin qui cesse son activité, c'est comme dit un proverbe africain, «toute une bibliothèque qui brûle». Afin d'éviter un tel gâchis, la société H3S propose une solution pour permettre aux médecins d'exercer une activité après leur retraite. «D'une part, constatent François Burhin et Didier Frippiat, les fondateurs de H3S, nombreux sont les spécialistes qui souhaitent continuer à travailler sans toutefois perdre leur pension légale *(Ndlr: entre 750 et 1.500 euros par mois)*. D'autre part, les institutions de soins sont souvent confrontées à une pénurie de ressources médicales quand elles doivent remplacer leurs médecins, malades ou en congé de maternité. C'est pour répondre à ce double besoin que nous avons créé H3S.»

Opérationnelle depuis le début de l'année, la *start-up* installée à Braine-l'Alleud, met à la disposition des médecins de 65 ans et plus un accompagnement à la fois administratif, juridique et économique pour leur permettre d'exercer une activité médicale en fonction de leurs aspirations. Plus concrètement? «Nous les aidons à trouver un hôpital où il y a un poste temporaire vacant, détaille François Burhin, le fondateur d'Effisciences, une société spécialisée dans le conseil aux acteurs de la santé. Nous leur proposons aussi des solutions fiscales légales grâce auxquelles, tout en gardant leur pension, ils peuvent prester au-delà du plafond de revenus complémentaires, exonéré d'impôts (17.000 euros par an). Un montant auquel un spécialiste arrive en travaillant un mois à peine à temps plein.»

PG

FRANÇOIS BURHIN, JACQUES SIMON ET DIDIER FRIPPIAT
Trois des quatre associés de la société H3S qui assiste les médecins souhaitant continuer à exercer après leur pension.

Gratuit pour les médecins

La société cible essentiellement les médecins spécialistes actifs de plus de 65 ans. Selon les chiffres 2010 du SPF Santé publique, ceux-ci sont au nombre de 4.666. Comment se rémunère H3S, qui a le statut de coopérative? «Nos services ne coûtent rien aux médecins. Ce sont les hôpitaux qui nous rémunèrent, poursuit Didier Frippiat, médecin et avocat de formation. En général, un spécialiste qui preste pour 360.000 euros par an, perçoit 180.000 euros, l'autre moitié revenant à l'hôpital où il exerce. Quand nous leur trouvons un médecin pouvant remplacer sur-le-champ un de leurs spécialistes, nous prenons la moitié de ces 180.000 euros. C'est mieux que de rien gagner en cas d'absence de remplaçant et de risquer, au passage, de perdre une partie de la patientèle voire carrément l'agrément.» La *start-up* vise l'équilibre financier d'ici deux ans. «Comme la rémunération des médecins est assez élevée, notre projet est viable avec une quinzaine de médecins actifs par mois», affirment les deux hommes. A leurs yeux, le principal défi consiste à «gagner la confiance des médecins, de nature plutôt méfiante.»

Des ambitions internationales

H3S concentre ses opérations de démarchage auprès des médecins et des institutions médicales du Hainaut. Pour les aider dans leur développement, les fondateurs peuvent compter sur Jacques Simon, l'ancien administrateur délégué des Editions Casterman, qui est devenu actionnaire d'H3S. «Je vais m'occuper du marketing, de la base de données et des mailings. L'idée est aussi de créer un réseau de médecins seniors et d'organiser des événements (golf, concerts, etc.)», explique l'intéressé. H3S compte un quatrième associé, le docteur Jean-Pierre Blampain, premier médecin senior à avoir été placé par la jeune société pour un remplacement de six mois à l'hôpital d'Hornu.

Après le Hainaut, cap sur le reste de la Wallonie et Bruxelles avant d'attaquer la Flandre et l'international. «D'autres pays francophones sont confrontés au même problème de pénurie de médecins». Le modèle d'H3S existe déjà en Nouvelle-Zélande et en Australie.

© SANDRINE VANDENDOOREN